

**RC – Règlement de Consultation  
CONSULTATION B2025 007**

**TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE BALLONS TAMPON  
SUR LES POMPES A CHALEUR  
(siège CPAM Bayonne)**

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Mercredi 5 mars 2025 – 12h00**

## 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de **BAYONNE**

68-72 Allées Marines – 64111 BAYONNE

Représentée par Madame Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,

**Profil acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché concerne le remplacement de 2 bouteilles casse-pression par des ballons tampon afin de limiter les court-cycles sur les pompes à chaleur.

45331000 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

## 3– CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1- DUREE – DELAI D'EXECUTION – VALIDITE DES OFFRES

Le marché démarrera à sa notification (courant mars 2025). Les travaux et la mise en route opérationnelle des installations devront être terminés **au plus tard le 30 mai 2025**.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 3.2- MODE DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

### 3.3- VISITE DU SITE

La CPAM de BAYONNE demande une visite OBLIGATOIRE du site.

## 4 – DOSSIER DE CONSULTATION

### 4.1- MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être téléchargé gratuitement sur la plateforme PLACE par les candidats jusqu'à la date limite de réception des offres à l'adresse électronique suivante :

⇒ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute question relative à la procédure et au marché doit être posée via le site PLACE.

## 4.2- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le DCE comporte les documents suivants :

- Le présent Règlement de Consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- L'Acte d'Engagement et son annexe financières (DPGF)

## 4.3- MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

# 5 – CANDIDATURES ET OFFRES

## 5.1- CANDIDATURE

Eléments obligatoires de sélection des candidatures :

- ⇒ Lettre de candidature signée sur papier à en-tête ou lettre de candidature signée (formulaire **DC1**)
- ⇒ Déclaration de candidature intégralement complétée et signée (formulaire **DC2**)

***Ces documents sont téléchargeables sur le site institutionnel : Ameli.fr***

Les candidats doivent fournir les renseignements concernant leur situation permettant l'évaluation de leur capacité économique, financière et technique en vue de la sélection des offres, ainsi que les documents fiscaux et sociaux et une attestation d'assurance en cours de validité.

## 5.2- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

- ⇒ Acte d'Engagement et annexe financières (DPGF)
- ⇒ Le Mémoire Technique

## 5.3- CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DE L'OFFRE

### Conditions générales

Conformément au Code de la Commande Publique (article L2132-2 et R2132-3), les candidats transmettront leur offre sous forme dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat **PLACE** accessible via le site internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ainsi et exception faite de l'hypothèse de la copie de sauvegarde (article R 2132-11 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde), le double envoi d'un pli sur support papier n'est pas autorisé. Dans ce cas, les deux versions seront irrecevables.

### **Transmission des plis par voie électronique**

Les candidatures et les offres sont déposées **sur la plateforme PLACE** accessible via

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le lieu des échanges est appelé la salle des marchés.

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu.

Les soumissionnaires auront la possibilité de :

- Retirer le DCE dans son intégralité
- Poser des questions sur le DCE
- Répondre par voie électronique

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'établir de façon certaine une correspondance électronique éventuelle avec l'opérateur économique concerné, ce dernier s'identifiera clairement au moment du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (indication du nom de la personne physique chargée du téléchargement ainsi que son adresse électronique).

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site. Dans le déroulement de la procédure, le soumissionnaire est donc lié par le présent règlement de consultation ainsi que par les conditions d'utilisation de la salle des marchés figurant sur le site.

### **Format des fichiers**

Le soumissionnaire est invité à utiliser les formats suivants : Pdf, doc, ppt, xls

### **Anti-virus**

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

### **Copie de sauvegarde**

En application de l'article R 2132-11 et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les candidats peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou support physique électronique, une copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la référence de la consultation, le nom du candidat et la mention clairement identifiable « Copie de sauvegarde » et transmis au pouvoir adjudicateur dans le délai prescrit pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

### **Données personnelles**

Il est précisé que les données nominatives collectées par les formulaires, avant les opérations de téléchargement des dossiers de consultation ou lors de l'opération de dépôt des plis, sont destinées à la CPAM. Elles servent à constituer le registre des retraits des dossiers de consultation et le registre des dépôts des offres et / ou candidatures, qui permettent au Pouvoir Adjudicateur de pouvoir communiquer avec les opérateurs économiques intéressés par la procédure de passation.

Le soumissionnaire est donc réputé avoir été informé que le Pouvoir Adjudicateur est le responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès du service compétent du Pouvoir Adjudicateur désigné ci-après :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie  
Service Achats/Marchés  
26 bis Avenue des Lilas - 64022 PAU CEDEX 9

**Délai de remise de l'offre**

Les offres devront impérativement être transmises pour le :

**MERCREDI 5 MARS 2025 – 12h00 (heure locale)**

## **6 – JUGEMENT DES OFFRES**

L'attribution du marché sera effectuée, parmi les candidats retenus, au prestataire présentant l'offre globale économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-après :

- **Critère 1 : PRIX - 60 points**

Apprécié au travers des éléments fournis à l'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF)

- **Critère 2 : QUALITE TECHNIQUE DE L'OFFRE – 40 points**

Apprécié au travers des éléments présentés dans le mémoire technique :

➔ **Méthodologie proposée, ressources qualifiées, délais – 15 points**

➔ **Fiches techniques des équipements – 15 points**

➔ **Mesures environnementales en lien avec l'objet du marché (gestion des déchets, recyclage...)  
- 10 points**